

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, dir. *À propos de l'histoire nationale* (Sillery, Septentrion, 1999), 160 p.

Allan Greer

Volume 53, numéro 3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005456ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005456ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Greer, A. (2000). Compte rendu de [COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, dir. *À propos de l'histoire nationale* (Sillery, Septentrion, 1999), 160 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53(3), 437–439. <https://doi.org/10.7202/005456ar>

d'une famille avec deux consanguins d'une autre famille. L'auteure revient ensuite sur les taux élevés de consanguinité et surtout sur une absence de répugnance à se marier dans la petite parenté. Ces mariages dans la consanguinité proche sont d'abord le fait du noyau enraciné des propriétaires terriens et ces unions présentent une nette prépondérance de chaînes masculines dans l'apparentement des conjoints. Cependant, le meilleur mariage n'est pas celui qui unit deux consanguins, mais celui qui unit deux frères d'une même famille à deux sœurs d'une autre famille. D'une part, ces mariages ne sont soumis à aucune interdiction religieuse et, d'autre part, ils permettent tout autant que les mariages entre consanguins de court-circuiter l'échange plus large de conjoints dans la reproduction des lignées, contribuant ainsi à maintenir une forte cohésion familiale et villageoise. Dans cette communauté si catholique, les aménagements culturels prévalent souvent sur les prohibitions édictées par l'Église, entre autres dans les cas de remariage. C. Collard note toutefois certaines alliances généralement évitées. Ainsi, la distinction entre générations est assez bien maintenue dans la communauté, malgré le nombre élevé d'enfants dans une même fratrie et l'écart considérable des âges entre le premier et le dernier de ces enfants.

Dans ce livre, l'auteure réussit assez bien à démontrer l'impact du système de parenté sur certains aspects de la vie sociale ou sur certaines représentations symboliques. Elle en dévoile aussi certaines incohérences et se montre assez soucieuse de la circonscrire dans l'espace social. Cependant, l'articulation entre ce système de parenté et le maintien d'une culture nationale forte, voire d'une conscience identitaire, ne fait pas vraiment l'objet d'une démonstration spécifique.

Département d'histoire
Université de Montréal

CHRISTIAN DESSUREAULT

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE, dir. *À propos de l'histoire nationale* (Sillery, Septentrion, 1999), 160 p.

Je dois l'avouer, l'histoire nationale ne me passionne guère. Les discours méthodologiques et philosophiques sur l'histoire nationale encore moins. L'expression me fait penser aux manuels scolaires de ma jeunesse, farcis de sentiments patriotiques et préoccupés de cerner le « caractère national » de tel ou tel peuple. Plus près de nous, je pense aux idéologues conservateurs du Canada anglais, tels J. L. Granatstein, qui dénoncent l'histoire sociale, l'histoire des femmes, l'histoire des régions, en somme tout ce qui n'a pas de lien direct avec la politique du premier ministre Mackenzie King. Ou encore aux sénateurs républicains de Washington qui ont rejeté les *National Standards for United States History* parce que ceux-ci accordaient autant de place aux esclaves et aux immigrés qu'aux hommes d'État. Très souvent, la revendication d'une histoire nationale s'insère dans un programme franchement réactionnaire, alimenté par la nostalgie d'un récit historique cohérent, intégral,

linéaire, lequel aurait fleuri avant que marxisme, féminisme et post-modernisme viennent troubler les esprits.

Mais au Québec, semble-t-il, l'appel à l'histoire nationale n'a pas les accents réactionnaires qu'il prend ailleurs. Les onze collaborateurs qui ont contribué à ce volume, fruit d'un colloque de l'ACFAS tenu en 1998, représentent une gamme de points de vue, mais ils ont en commun de vouloir une histoire qui soit large et *inclusive*, sociale autant que politique. Il s'agit pour eux d'aller plus loin, pas de reculer. Aussi — chose vraiment remarquable! — ils ont réussi à composer un ouvrage sur l'histoire nationale qui ne tombe pas des mains.

La contribution la plus considérable du recueil vient de Gérard Bouchard. Depuis quelque temps, Bouchard s'est fait le principal promoteur du retour à l'histoire nationale. Dans ce volume, il nous offre une réflexion approfondie sous le titre «La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation?» Pour résumer rapidement les réponses qu'il apporte à ces deux questions, la nation dont il s'agit serait la nation québécoise dans toute sa diversité; et l'histoire devrait être comparative, pour mieux distinguer l'universel du particulier dans l'expérience historique du Québec. Bouchard insiste sur la discontinuité entre la vieille histoire nationaliste, obsédée par le destin d'un groupe ethnique, les Canadiens français, et une nouvelle histoire nationale qui sera pluriethnique, attentive aux Néo-Québécois et aux autochtones comme aux Canadiens français de vieille souche. Cette histoire, affirme-t-il, doit élargir ses horizons et cultiver le sens critique.

Pour G. Bouchard comme pour d'autres auteurs, l'histoire nationale est conçue pour répondre à des besoins autant scolaires et politiques que scientifiques. Un spécialiste de la pédagogie, Robert Martineau, discute du rôle de l'histoire dans le système scolaire, tandis que Lucia Ferretti fait le recensement des controverses autour des tentatives d'établir un programme d'études historiques dans plusieurs pays occidentaux.

Deux articles, celui de Jean-Marie Fecteau et celui de Ronald Rudin, abordent la question de l'histoire comparative, une des préoccupations de Gérard Bouchard. Rudin rend compte des recherches qu'il poursuit depuis plusieurs années sur l'Irlande et le Québec. Fecteau, pour sa part, considère les aspects épistémologiques de la méthode comparative. Selon lui, cette méthode soulève plusieurs difficultés d'ordre méthodologique, puisqu'elle procède d'un découpage assez arbitraire de la réalité historique en morceaux nationaux. Fecteau reproche à Bouchard de proposer une sorte de faux internationalisme. Étudier l'histoire de l'Australie et du Brésil à seule fin de mieux connaître les caractères vraiment originaux de l'histoire du Québec n'est pas le moyen de décloisonner ce champ de recherche; ce serait plutôt le contraire. J.-M. Fecteau, si je l'ai bien compris, préfère une ouverture sur le monde qui ne soit pas nationalisante. Il n'est peut-être pas le seul à trouver que l'histoire nationale comme discours qui constitue «un nous qu'elle raconte et à qui elle s'adresse», suivant l'expression de Bouchard (p. 117), enferme l'histoire dans un territoire assez restreint.

On pourrait noter une autre série de difficultés que soulève la nationalisation de l'histoire. Sauf dans le cas de quatre ou cinq États européens, le concept s'applique mal aux siècles précédant la fin du XVIII^e siècle. Y a-t-il une nation canadienne ou une nation québécoise au XVII^e siècle? La plupart des spécialistes de l'histoire coloniale en doutent. Même leurs homologues des États-Unis, en dépit des traditions patriotiques de leur historiographie, situent de plus en plus leurs recherches dans un cadre de référence non pas national mais nord-américain ou même atlantique. Et pour la période antérieure à la colonisation européenne, toute tentative d'écrire une histoire nationale serait risible.

Quelle place y aura-t-il pour les peuples autochtones dans l'histoire nationale québécoise telle que projetée par G. Bouchard? Progressiste et libéral, l'historien propose un redoublement d'effort pour intégrer l'élément amérindien — comme les autres minorités — dans le récit national. Il souhaite d'ailleurs que les historiens adoptent une attitude plus critique envers les Français, colonisateurs et envahisseurs du territoire autochtone (p. 128-129). Mais ces vœux pieux, aussi sincères soient-ils, s'harmonisent assez mal avec un programme de recherche structuré exclusivement autour du concept, étranger à l'histoire des Amérindiens, de la nation. Lorsqu'il dresse une liste des principaux thèmes de l'histoire du Québec, Bouchard ne réussit pas à donner sa juste place à l'expérience historique des autochtones. Effaçant 11 000 ans d'histoire amérindienne, il propose comme thème numéro un « l'occupation du territoire supposé neuf (ou considéré comme tel) à partir de la vallée du Saint-Laurent au début du XVII^e siècle ». Le thème suivant est « les relations entre Européens et autochtones », ce qui laisse supposer que les Amérindiens n'ont d'importance — n'ont même de réalité, dans l'optique nationalisante — qu'à partir du moment où ils nouent des relations avec les Français.

On l'aura compris, je ne suis pas un partisan enthousiaste de l'histoire nationale. Il n'empêche que j'ai eu du plaisir à lire ce livre. J'ai apprécié la volonté de réfléchir sur notre discipline et de repenser le sens de l'entreprise historique. Le projet de bâtir une histoire nationale *inclusive*, rigoureuse et critique, une histoire nationale aux horizons larges, fait honneur aux auteurs. Sans être optimiste, je leur souhaite de réussir.

*Département d'histoire
Université de Toronto*

ALLAN GREER

COUTURIER, Jacques Paul, *Construire un savoir. L'enseignement supérieur au Madawaska, 1946-1974* (Moncton, Les Éditions de l'Acadie, 1999), 336 p.

Jeune historien déjà auteur de quelques ouvrages, dont un manuel scolaire d'une grande qualité (*L'expérience canadienne*, avec Réjean Ouellette), Jacques Paul Couturier raconte l'histoire de l'institution où non seulement il a étudié, mais où il enseigne depuis quelques années : le campus de l'Univer-